

[4 décembre 1953] (p. 6005); — de M. Valentino relatif aux tarifs de déchargement des marchandises à Pointe-à-Pitre et Fort-de-France [19 février 1954] (p. 428). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant la mise en vente de l'Hôtel de Paris [25 février 1954] (p. 513). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation concernant la rupture des digues de la baie des Veys dans la Manche : *Possibilité d'accorder des annuités, part des dépenses engagées à supporter par l'association syndicale des Veys* [26 février 1954] (p. 563 et suiv.). — Répond à une question : de M. Berthet relative à l'emploi des wagons de bois dans les trains ouvriers [26 février 1954] (p. 575); — de M. Castera relative à la suppression éventuelle de la ligne de chemin de fer Auch—Tarbes [5 mars 1954] (p. 705, 706). — Est entendu sur la question orale de Mme Laissac à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, au sujet de l'exploitation de l'usine de l'Orb à Ceilhes [26 mars 1954] (p. 1328). — Répond à une question : de Mme Rabaté relative à l'auto-route du Sud [26 mars 1954] (p. 1329, 1330); — de M. Max Brusset relative à la propagande touristique [26 mars 1953] (p. 1330, 1331). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la situation des retraités des chemins de fer secondaires et des tramways : *Arrêté du 14 janvier 1954 fixant les coefficients provisoires de majoration, fixation des taux de péréquation* [8 avril 1954] (p. 1906, 1907). — Répond à une question orale de M. Waldeck Rochet sur la fermeture éventuelle de la ligne de chemin de fer Chalon-sur-Saône—Dôle [14 mai 1954] (p. 2434). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés); Article unique : *Ses explications de vote : Abandon coupable de la C. E. D. en août, défaut majeur de la solution de rechange (Risque accru de collusion germano-russe)* [29 décembre 1954] (p. 6028).

CHATENAY (M. Victor), *Député de Maine-et-Loire (R. S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [7 février 1955] (**F. n° 496**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [3 novembre 1953] (**F. n° 299**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [12 novembre 1953] (**F. n° 303**); de la Commission des boissons [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôt :

Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exclure des mesures de licenciement prévues par la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, les fonctionnaires et agents civils orphelins de guerre ou mutilés à moins de 80 0/0, n° 5992.

CHAUSSON (M. Léonard), *Député de la Corrèze (C.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de certains droits fiscaux les formalités hypothécaires accomplies à l'occasion des prêts du Crédit agricole consentis en vue de l'équipement agricole, n° 5923. — Le 24 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne procéder à aucun licenciement de personnel à la manufacture d'armes de Tulle et à envisager, dans cette manufacture, la création d'urgence d'un secteur de fabrications civiles, n° 7275.